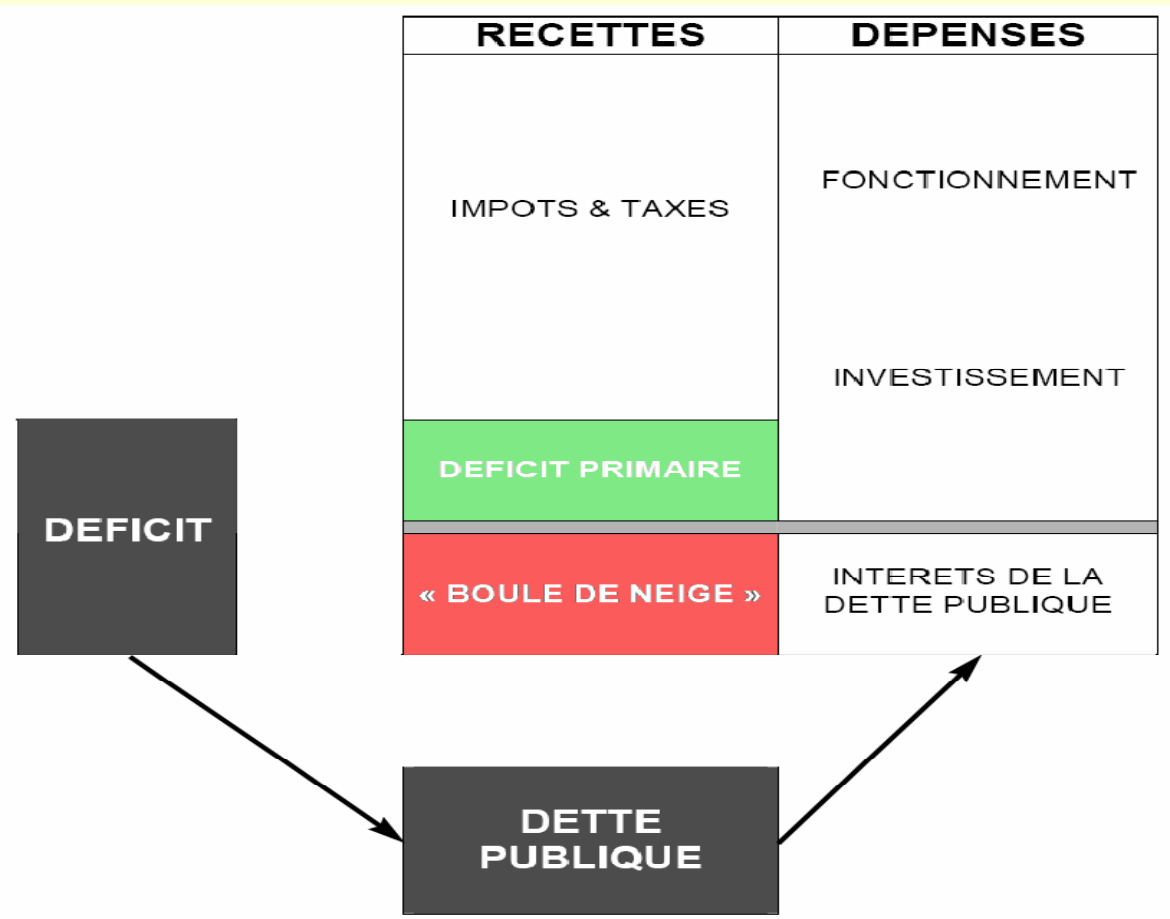
Sur la dette

Michel Husson
Montpellier, 12 janvier 2011
http://hussonet.free.fr/fiscali.htm
http://www.audit-citoyen.org/

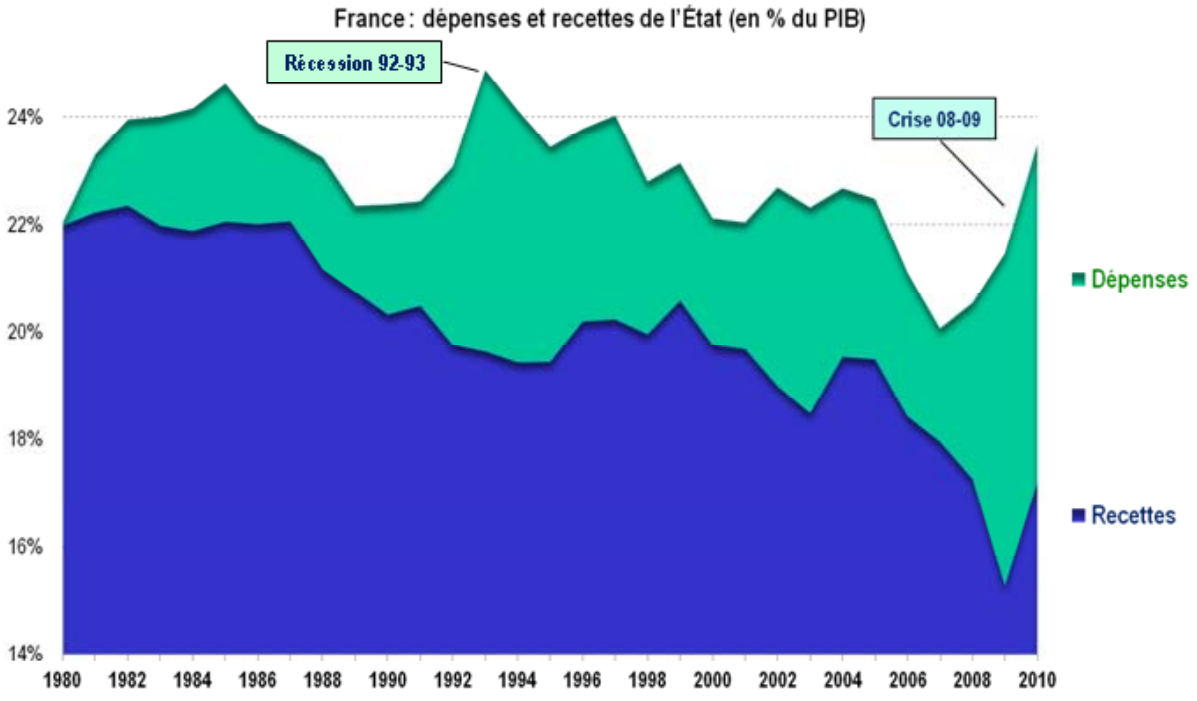


1
Du déficit à la dette

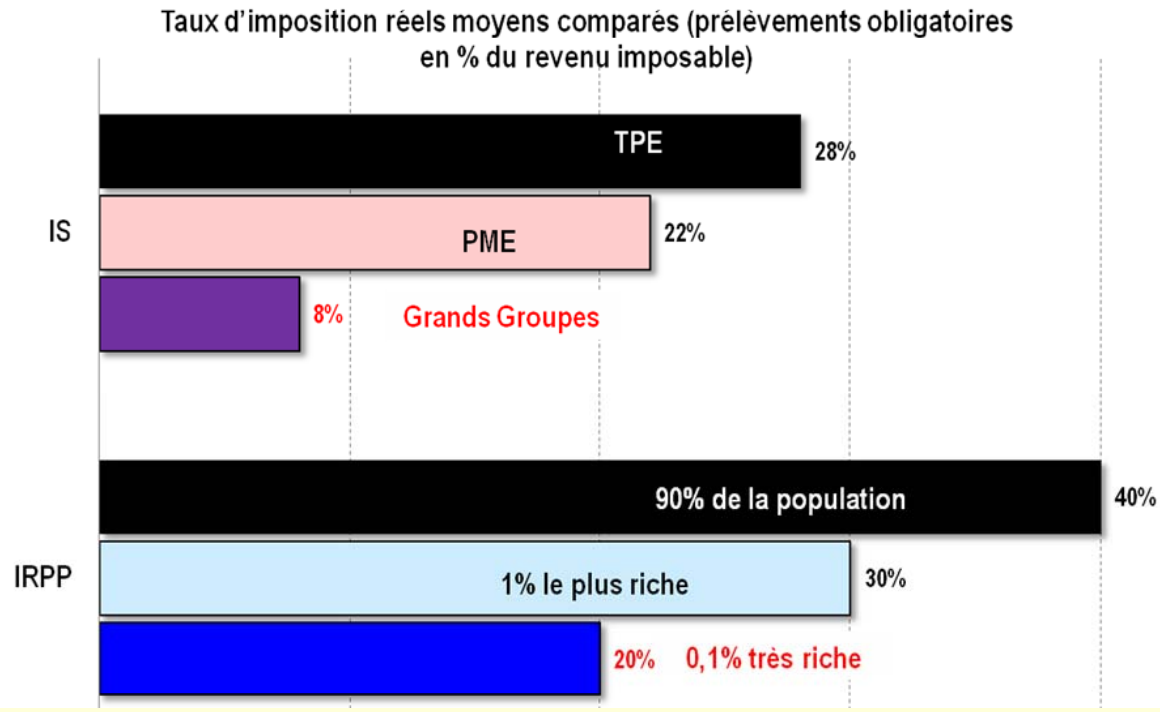
La signification sociale de la dette

- ✓dépenses socialement utiles
- ✓investissement public = dette légitime
- ✓dépenses « excessives » ou cadeaux fiscaux ?
- ✓un fardeau pour les générations futures ou un cadeau aux rentiers ?

Baisse des recettes accentuée depuis les années 2000 sans augmentation notable des dépenses de l'État (en % du PIB)

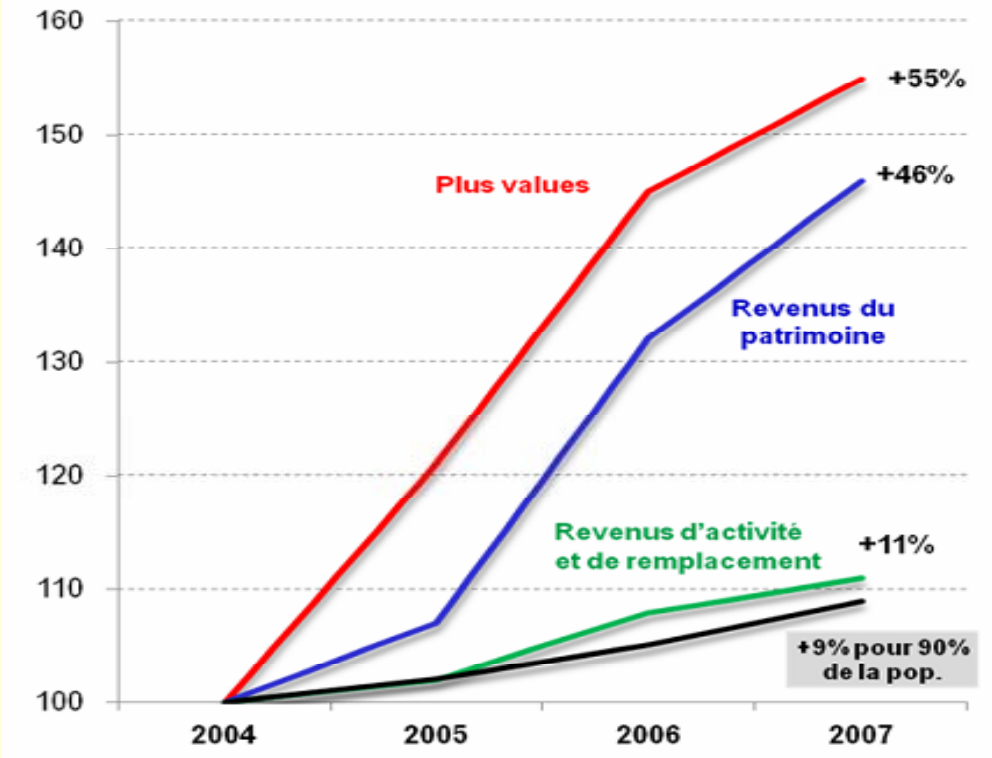


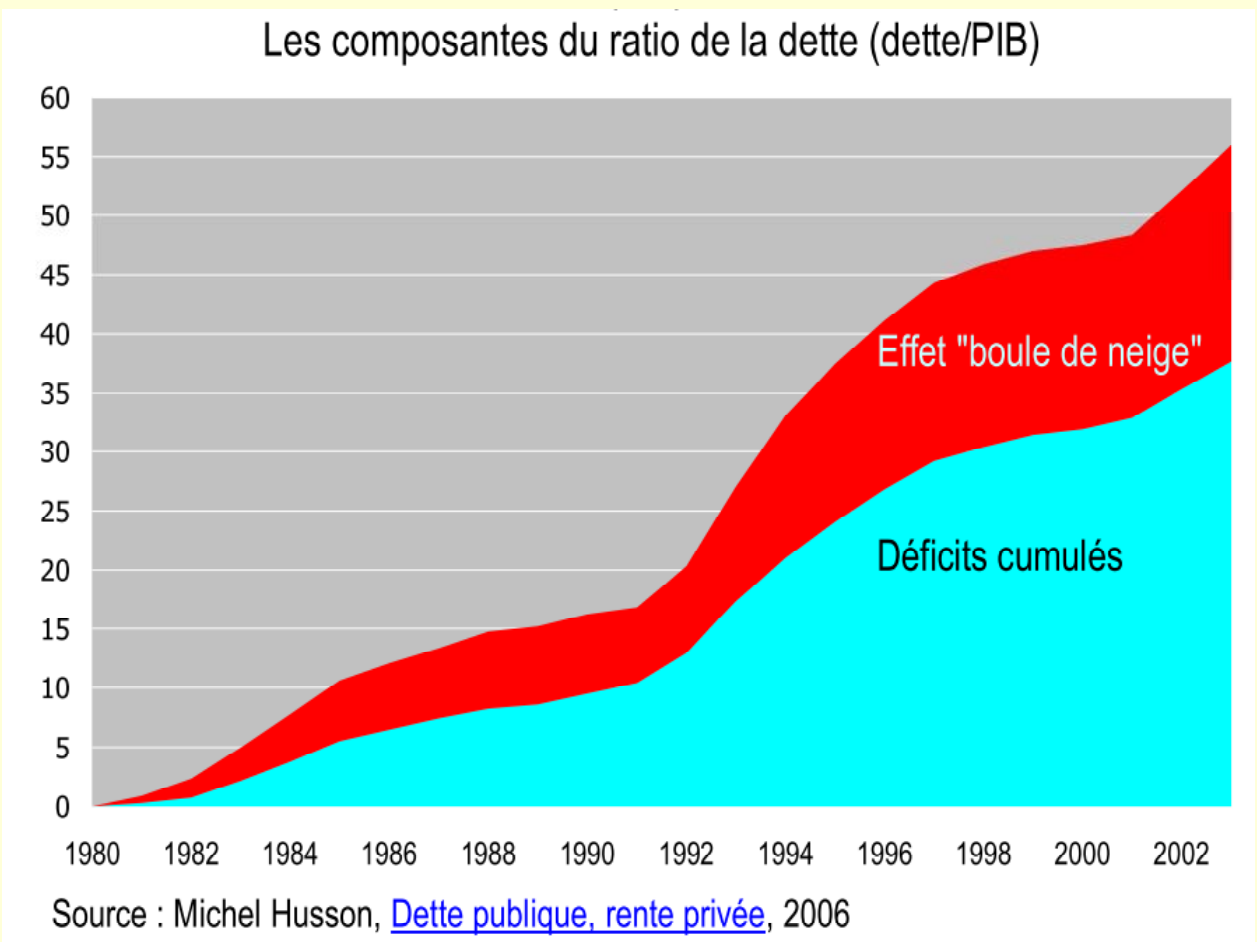
Inégalité fiscale en France : impôt fortement dégressif pour les plus riches



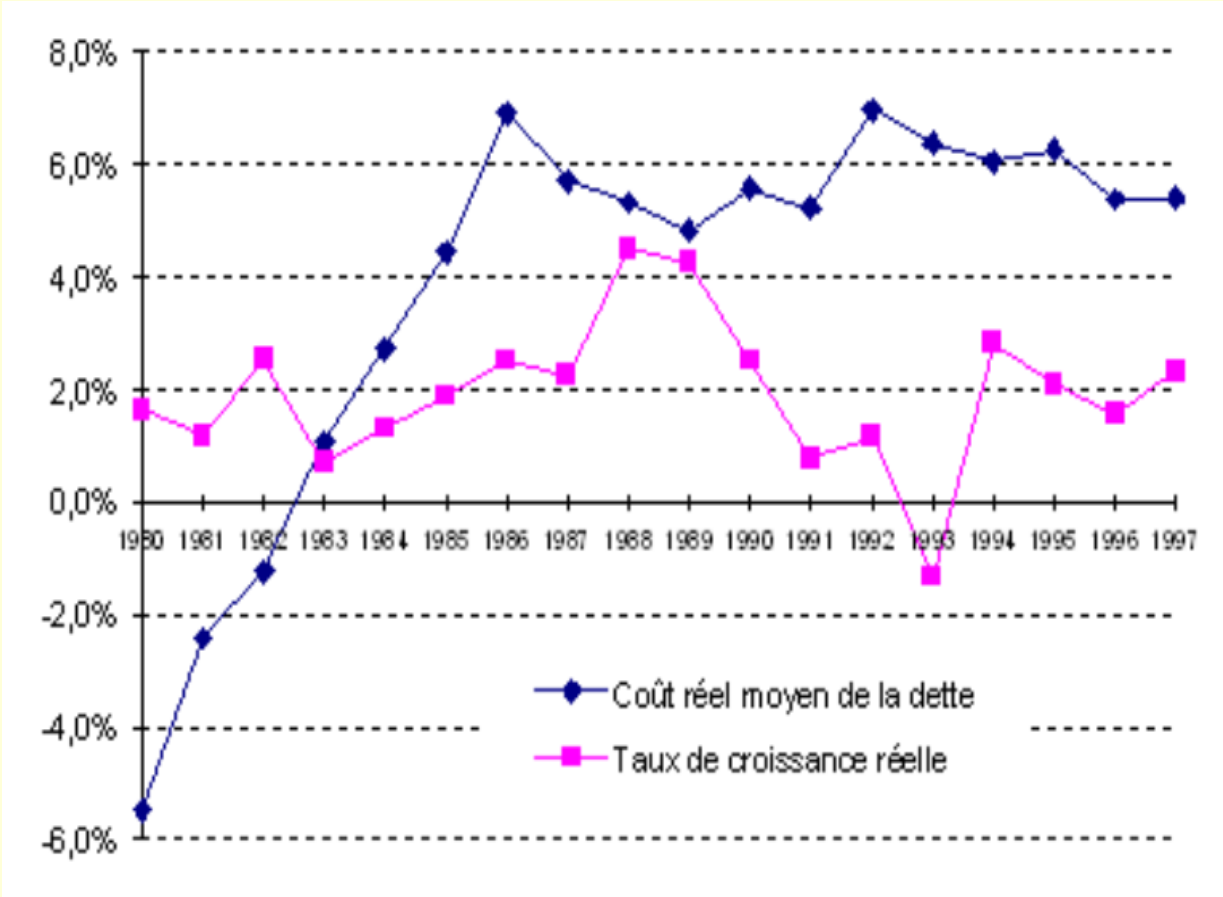
Evolution des revenus par catégorie

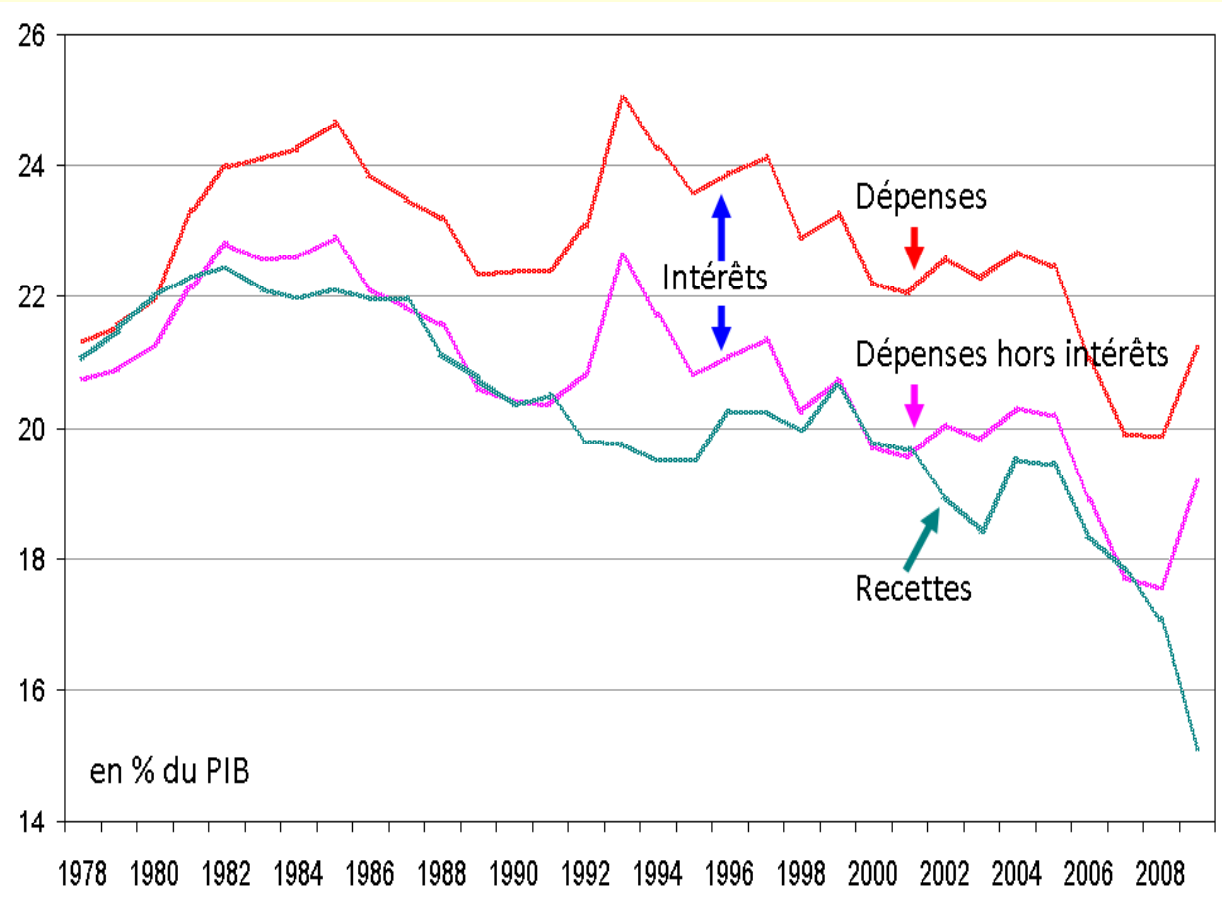
euros constants Base 100 en 2004



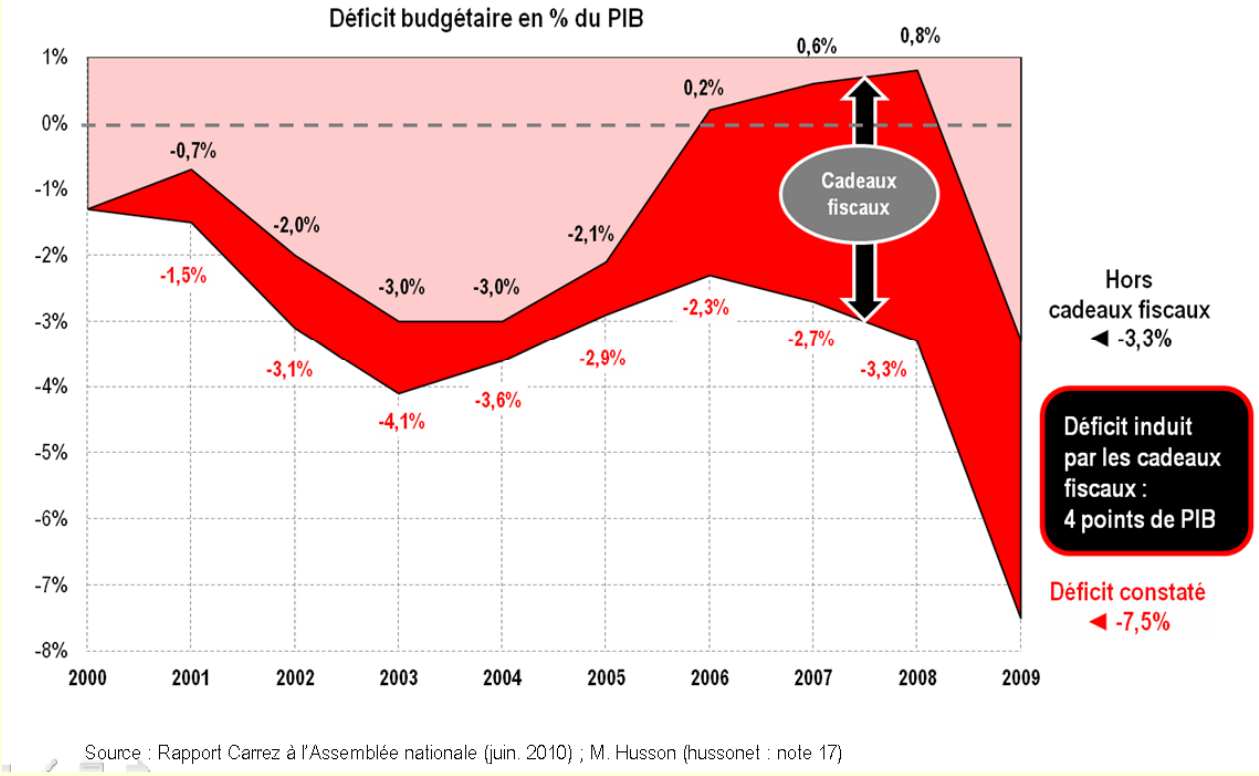


Source : Michel Husson, Dette publique, rente privée, 2006


8,0%
6,0%
4,0%
2,0%
0,0%
-2,0%
-4,0%
-6,0%
1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986 1987 1988 1989 1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997
Coût réel moyen de la dette
Taux de croissance réelle


26
24
22
20
18
16
14
Dépenses
Intérêts
Dépenses hors intérêts
Recettes
en % du PIB
1978 1980 1982 1984 1986 1988 1990 1992 1994 1996 1998 2000 2002 2004 2006 2008

Déficit budgétaire : 4 points de PIB (environ 80 Md€) induits par les nombreux cadeaux fiscaux



Source : Rapport Carrez à l'Assemblée nationale (juin. 2010) ; M. Husson (hussonet : note 17)

Pourquoi les déficits ?

- Dépenses excessives ▶ NON
- Effet « boule de neige » des intérêts:
  OUI ▶ dans les années 90
- Recettes en baisse :
  OUI ▶ cadeaux fiscaux

En l'absence de baisses de prélèvements, la dette publique serait environ 20 points de PIB plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'est en réalité générant ainsi une économie annuelle de charges d'intérêt de 0,5 point de PIB.

Paul Champsaur et Jean-Philippe Cotis, Rapport sur la situation des finances publiques, Avril 2010.

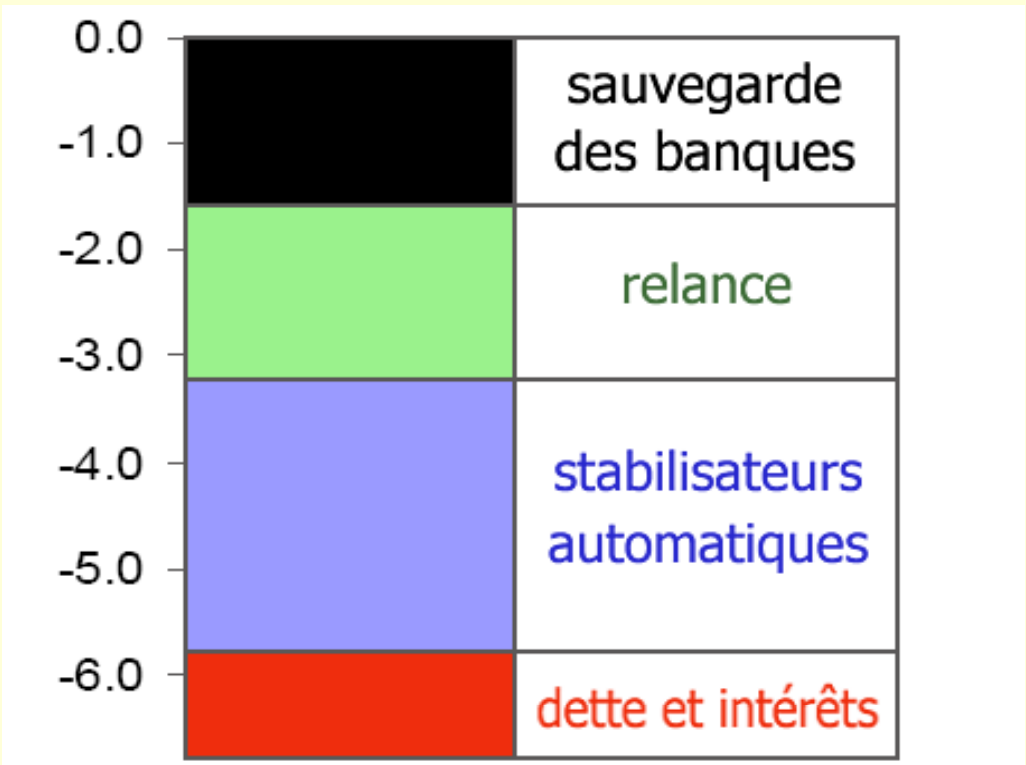
Entre 2000 et 2009, le budget général de l'Etat aurait perdu entre 101,2 (5,3 % de PIB) et 119,3 milliards d'euros (6,2 % de PIB) de recettes fiscales, environ les deux tiers étant dus au coût net des mesures nouvelles - les «baisses d'impôts» - et le tiers restant à des transferts de recettes aux autres administrations publiques - sécurité sociale et collectivités territoriales principalement

Rapport Carrez, Juin 2010.

2
La dette et la crise

Les facteurs de déficit supplémentaire entre 2007 et 2009

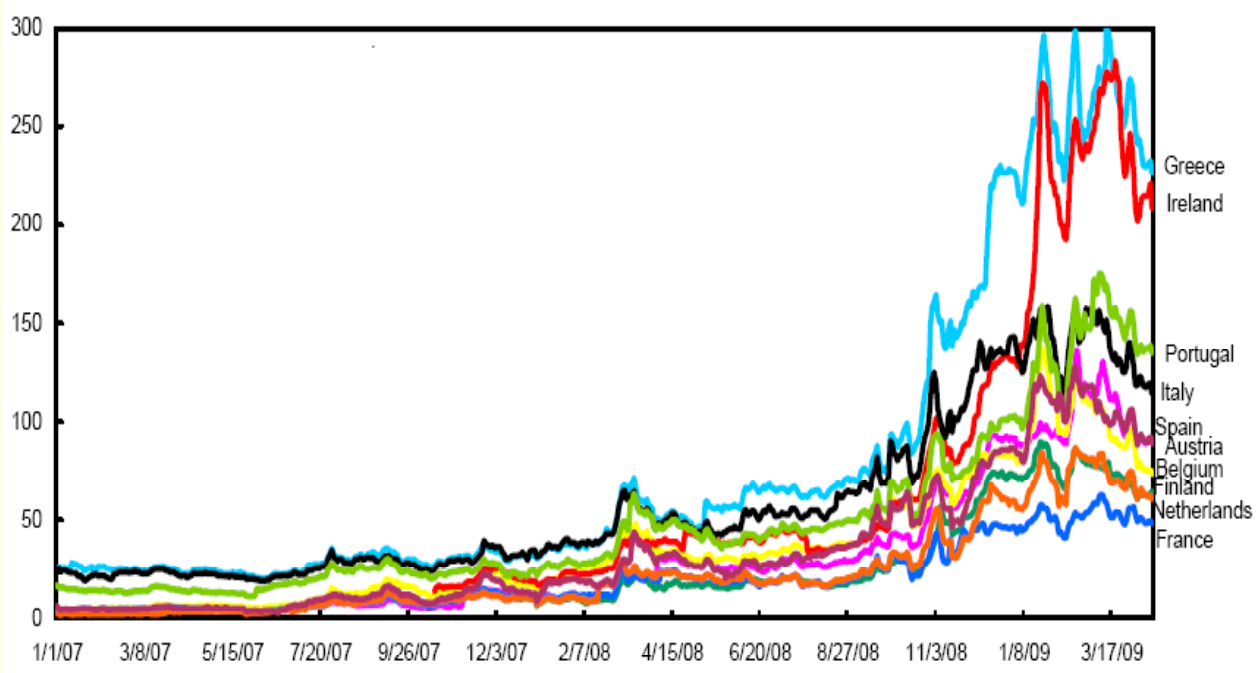
Pays « avancés » du G20.En % du PIB



La crise explique au plus 38 % du déficit, qui est surtout de nature structurelle et résulte largement de mesures discrétionnaires ».

Rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques, juin 2011.

En Europe:
écart grandissant des conditions
de financement du déficit public



Ecarts de taux par rapport à l'Allemagne, en points de base. Source : FMI

Ce qui nous attend

Patrick Artus (*Flash* n°254, juin 2009) :

*« **Quelques années très dures pour les salariés** »*

L'OCDE

- « pour aider les personnes en difficulté, certains pays ont étendu la durée et les niveaux de la protection sociale. Si une telle action est compréhensible dans les circonstances actuelles, **ces mesures devront être réduites** lorsque l'activité se sera redressée »

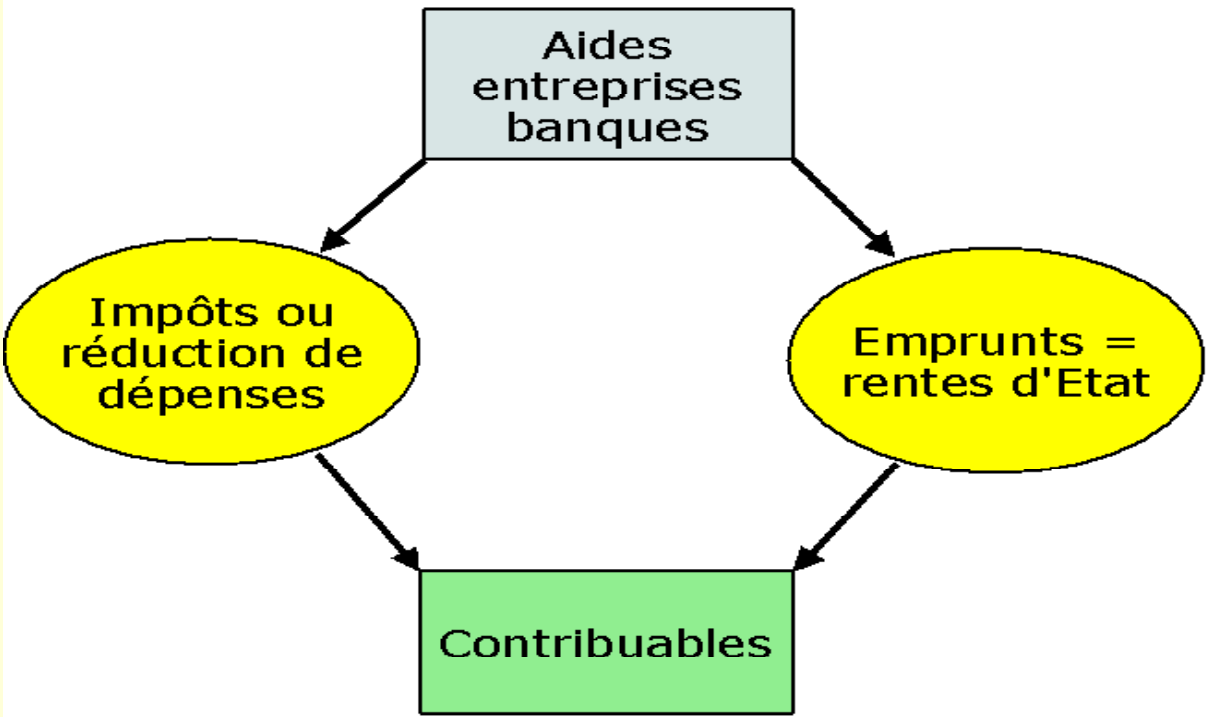
Le FMI (bis)

« Les mesures prises pour soutenir la réduction de la durée de travail et l'augmentation des avantages sociaux - **aussi importantes qu'elles soient** pour accroître les revenus et maintenir la main d'œuvre sur le marché du travail - devraient être **intrinsèquement réversibles** »

Le message de l'OCDE

- *Des plans d'action ambitieux mettant l'accent sur la réduction des dépenses plus que sur l'augmentation des impôts*
- L'assainissement prévu prend la forme d'une baisse des dépenses primaires publiques (…) parce que l'augmentation des recettes fiscales pourrait avoir des conséquences négatives sur le potentiel du côté de l'offre.

Pour les néo-libéraux, ce sont les contribuables qui doivent renflouer les banques et les entreprises



Eléments d'alternative

- ✓Monétisation
- ✓Audit → « Annulation » de la dette
- ✓Socialisation des banques
- ✓Réforme fiscale
- ✓Imposition unifiée du capital en Europe
- ✓Extension des services publics et de la protection sociale